



**AVIS PUBLIC  
APPROBATION ET ENTRÉE EN VIGUEUR  
DES RÈGLEMENTS  
N<sup>os</sup> E-2501 à E-2504  
et N<sup>o</sup> E-2506**

**PUBLIC NOTICE  
APPROVAL AND COMING INTO EFFECT  
OF BY-LAWS  
NOS. E-2501 to E-2504  
and. NO. E-2506**

À sa séance ordinaire tenue le 17 décembre 2024, le conseil municipal de Ville de Mont-Royal a adopté les règlements suivants :

Règlement N<sup>o</sup> E-2501 autorisant des dépenses en immobilisation et un emprunt de 3 475 000 \$ pour l'entretien des bâtiments et l'acquisition d'équipements ;

Règlement N<sup>o</sup> E-2502 autorisant des dépenses en immobilisation et un emprunt de 795 000 \$ pour l'acquisition de véhicules et d'équipements ;

Règlement N<sup>o</sup> E-2503 autorisant des dépenses en immobilisation et un emprunt de 5 750 000 \$ pour des travaux d'infrastructures municipales ;

Règlement N<sup>o</sup> E-2504 autorisant des dépenses en immobilisation et un emprunt de 3 500 000 \$ pour des travaux d'infrastructures d'égout et d'aqueduc ;

Règlement N<sup>o</sup> E-2506 autorisant des dépenses en immobilisation et un emprunt de 405 000 \$ pour l'achat d'équipements informatiques ;

Ces règlements ont été approuvés par :

- les personnes habiles à voter les 14 et 15 janvier 2025, à la suite de l'ouverture d'un registre pour chacun de ces règlements ;
- le Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation les 14 et 17 février 2025.

Ce règlement peut être consulté durant les heures d'ouverture, au bureau du greffier situé au 90, avenue Roosevelt ou sur le site web de la ville : [www.ville.mont-royal.qc.ca](http://www.ville.mont-royal.qc.ca).

Les présents règlements entrent en vigueur en date de ce jour.

Donnés à Mont-Royal, le 21 février 2025.

On December 17, 2024, at its Regular Meeting, the Council of Town of Mount Royal adopted the following By-laws:

By-law No. E-2501 to authorize capital expenditures and a loan of \$3,475,000 for municipal buildings maintenance and the purchase of equipment;

By-law No. E-2502 to authorize capital expenditures and a loan of \$795,000 for the acquisition of vehicles and equipment

By-law No. E-2503 to authorize capital expenditures and a loan of \$5,750,000 for municipal infrastructure work

By-law No. E-2504 to authorize capital expenditures and a loan of \$3,500,000 for sewer and water infrastructure work

By-law No. E-2506 to authorize capital expenditures and a loan of \$405,000 for the purchase of computer equipment

These by-laws were approved by:

- the qualified voters on January 14 and 15, 2025 following a register for each of these by-laws opened;
- the Ministre des Affaires municipales et de l'Habitation on February 14 and 17, 2025.

The By-law may be consulted during regular business hours at the Town Clerk's Office located at 90 Roosevelt Avenue, Mount Royal or on the Town's website: [www.town.mount-royal.qc.ca](http://www.town.mount-royal.qc.ca).

These By-laws come into effect today.

Given at Mount Royal, on February 21, 2025.

Le greffier,

(signé Alexandre Verdy)

Alexandre Verdy  
Town Clerk

**RÈGLEMENT N° E-2501 AUTORISANT DES DÉPENSES EN IMMOBILISATION ET UN EMPRUNT DE 3 475 000 \$ POUR L'ENTRETIEN DES BÂTIMENTS ET L'ACQUISITION D'ÉQUIPEMENTS**

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	19 NOVEMBRE 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	17 DÉCEMBRE 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	21 FÉVRIER 2025

**ATTENDU QU'**avis de motion du présent règlement a été donné le 19 novembre 2024 et que le projet de règlement a été déposé à la même séance ;

**ATTENDU** l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) ;

**ATTENDU QUE** l'emprunt prévu au présent règlement vise des dépenses en immobilisations ;

**ATTENDU QU'**en vertu du deuxième alinéa de l'article 544 de la Loi, la Ville peut adopter un règlement décrétant un emprunt dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui ne mentionne que l'objet du règlement en termes généraux et qui n'indique que le montant et le terme maximal de l'emprunt ;

**ATTENDU QUE** le conseil juge opportun de se prévaloir du pouvoir qui lui est accordé par le deuxième alinéa de l'article 544 dans le cas du présent règlement ;

**LE 17 DÉCEMBRE 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. Le conseil est autorisé à effectuer des dépenses en immobilisation relativement à des travaux d'entretien des bâtiments municipaux et d'acquisition d'équipement jusqu'à concurrence de 3 475 000 \$ réparti de la façon suivante :

Description	Période	Total
Ateliers municipaux	25 ans	300 000 \$
Marches de l'hôtel de ville	25 ans	350 000 \$
Réfection de la toiture verte	25 ans	75 000 \$
Boucle d'énergie aérothermique	25 ans	2 750 000 \$
Total		3 475 000 \$

2. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter un montant de 3 475 000 \$ sur une période de vingt-cinq (25) ans.
3. Le conseil affecte annuellement, durant le terme de l'emprunt, une portion des revenus généraux de la municipalité pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, le tout conformément à l'article 547 de la *Loi sur les cités et villes*.
4. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé relativement à cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**BY-LAW NO. E-2501 TO AUTHORIZE CAPITAL EXPENDITURES AND A LOAN OF \$3,475,000 FOR MUNICIPAL BUILDINGS MAINTENANCE AND THE PURCHASE OF EQUIPMENT**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>NOVEMBER 19, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>DECEMBER 17, 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>FEBRUARY 21, 2025</b>

**WHEREAS** notice of motion for this by-law was given on November 19, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**CONSIDERING** section 544 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, Chapter C-19);

**WHEREAS** the loan provided by this by-law covers capital expenditures;

**WHEREAS** under the second paragraph of section 544 of the Act, the Town may adopt a loan by-law for the purpose of capital expenditures mentioning the object of the by-law only in general terms and indicating only the amount and maximum term of the loan;

**WHEREAS** Council deems it appropriate to exercise the power granted by the second paragraph of section 544 in the case of this by-law;

**ON DECEMBER 17, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. Council shall be authorized to spend \$3,475,000 in capital expenditures for the maintenance and the purchase of equipment for municipal buildings distributed as follows:

Description	Périod	Total
Municipal workshops	25 years	\$300,000
Town Hall steps	25 years	\$350,000
Rehabilitation of the green roof	25 years	\$75,000
Aerothermal energy loop	25 years	\$2,750,000
Total		\$3,475,000

2. In order to pay the expenses mentioned in this by-law, Council shall be authorized to borrow \$3,475,000 over a period of twenty-five (25) years.
3. Council shall annually appropriate, during the term of the loan, a portion of the Town's general revenues to provide for expenses incurred for interests and the reimbursement in capital of the loan's annual maturities, the whole in accordance with section 547 of the *Cities and Towns Act*.
4. In the event that the amount of an appropriation authorized by this by-law is higher than the amount actually spent with regards to such appropriation, Council shall be authorized to make use of this surplus to pay any other expenses ordered herewith and for which the appropriation was not sufficient.
5. Council shall apply, to reduce the loan authorized herewith, any contribution or grant that may be given for the payment of part of all of the expenses herein mentioned.

Council shall also apply to the payment of part or all of the debt service any grant payable over several years. The repayment period for the loan corresponding to the grant amount shall be automatically adjusted to the period established for payment of the grant.

6. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town clerk

**RÈGLEMENT N° E-2502 AUTORISANT DES DÉPENSES EN IMMOBILISATION ET UN EMPRUNT DE 795 000 \$ POUR L'ACQUISITION DE VÉHICULES ET D'ÉQUIPEMENTS**

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	19 NOVEMBRE 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	17 DÉCEMBRE 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	21 FÉVRIER 2025

**ATTENDU QU'**avis de motion du présent règlement a été donné le 19 novembre 2024 et que le projet de règlement a été déposé à la même séance ;

**ATTENDU** l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) ;

**ATTENDU QUE** l'emprunt prévu au présent règlement vise des dépenses en immobilisations ;

**ATTENDU QU'**en vertu du deuxième alinéa de l'article 544 de la Loi, la Ville peut adopter un règlement décrétant un emprunt dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui ne mentionne que l'objet du règlement en termes généraux et qui n'indique que le montant et le terme maximal de l'emprunt ;

**ATTENDU QUE** le conseil juge opportun de se prévaloir du pouvoir qui lui est accordé par le deuxième alinéa de l'article 544 dans le cas du présent règlement ;

**LE 17 DÉCEMBRE 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. Le conseil est autorisé à effectuer des dépenses en immobilisation relativement à l'acquisition de véhicules et d'équipements roulants jusqu'à concurrence de 795 000 \$.
2. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter un montant de 175 000 \$ sur une période de dix (10) ans et un montant de 620 000 \$ sur une période de vingt (20) ans.
3. Le conseil affecte annuellement, durant le terme de l'emprunt, une portion des revenus généraux de la municipalité pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, le tout conformément à l'article 547 de la *Loi sur les cités et villes*.
4. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé relativement à cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**BY-LAW NO. E-2502 TO AUTHORIZE CAPITAL EXPENDITURES AND A LOAN OF \$795,000 FOR THE ACQUISITION OF VEHICLES AND EQUIPMENT**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>NOVEMBER 19, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>DECEMBER 17, 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>FEBRUARY 21, 2025</b>

**WHEREAS** notice of motion for this by-law was given on November 19, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**CONSIDERING** section 544 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, Chapter C-19);

**WHEREAS** the loan provided by this by-law covers capital expenditures;

**WHEREAS** under the second paragraph of section 544 of the Act, the Town may adopt a loan by-law for the purpose of capital expenditures mentioning the object of the by-law only in general terms and indicating only the amount and maximum term of the loan;

**WHEREAS** Council deems it appropriate to exercise the power granted by the second paragraph of section 544 in the case of this by-law;

**ON DECEMBER 17, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. Council shall be authorized to spend \$795,000 in capital expenditures for the acquisition of vehicles and rolling equipment.
2. In order to pay the expenses mentioned in this by-law, Council shall be authorized to borrow \$175,000 over a period of ten (10) years and \$620,000 over a period of twenty (20) years.
3. Council shall annually appropriate, during the term of the loan, a portion of the Town's general revenues to provide for expenses incurred for interests and the reimbursement in capital of the loan's annual maturities, the whole in accordance with section 547 of the *Cities and Towns Act*.
4. In the event that the amount of an appropriation authorized by this by-law is higher than the amount actually spent with regards to such appropriation, Council shall be authorized to make use of this surplus to pay any other expenses ordered herewith and for which the appropriation was not sufficient.
5. Council shall apply, to reduce the loan authorized herewith, any contribution or grant that may be given for the payment of part of all of the expenses herein mentioned.

Council shall also apply to the payment of part or all of the debt service any grant payable over several years. The repayment period for the loan corresponding to the grant amount shall be automatically adjusted to the period established for payment of the grant.

6. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town Clerk

**RÈGLEMENT N° E-2503 AUTORISANT DES DÉPENSES EN IMMOBILISATION ET UN EMPRUNT DE 5 750 000 \$ POUR DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES MUNICIPALES**

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	19 NOVEMBRE 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	17 DÉCEMBRE 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	21 FÉVRIER 2025

**ATTENDU QU'**avis de motion du présent règlement a été donné le 19 novembre 2024 et que le projet de règlement a été déposé à la même séance ;

**ATTENDU** l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) ;

**ATTENDU QUE** l'emprunt prévu au présent règlement vise des dépenses en immobilisations ;

**ATTENDU QU'**en vertu du deuxième alinéa de l'article 544 de la Loi, la Ville peut adopter un règlement décrétant un emprunt dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui ne mentionne que l'objet du règlement en termes généraux et qui n'indique que le montant et le terme maximal de l'emprunt ;

**ATTENDU QUE** le conseil juge opportun de se prévaloir du pouvoir qui lui est accordé par le deuxième alinéa de l'article 544 dans le cas du présent règlement ;

**LE 17 DÉCEMBRE 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. Le conseil est autorisé à effectuer des dépenses en immobilisation relativement à des travaux d'infrastructures municipales pour la construction, la réfection et le resurfaçage de rues, de trottoirs et de pistes cyclables et la réfection de la passerelle Montgomery, jusqu'à concurrence de 5 750 000 \$, réparti de la façon suivante :

Description	Période	Total
Rues, trottoirs et pistes cyclables	25 ans	5 500 000 \$
Passerelle Montgomery	20 ans	250 000 \$
<b>Total</b>		<b>5 750 000 \$</b>

2. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter un montant de 250 000 \$ sur une période de vingt (20) et un montant de 5 500 000 \$ sur une période de vingt-cinq (25).
3. Le conseil affecte annuellement, durant le terme de l'emprunt, une portion des revenus généraux de la municipalité pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, le tout conformément à l'article 547 de la *Loi sur les cités et villes*.
4. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé relativement à cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**BY-LAW NO. E-2503 TO AUTHORIZE CAPITAL EXPENDITURES AND A LOAN OF \$5,750,000 FOR MUNICIPAL INFRASTRUCTURE WORK**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>NOVEMBER 19, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>DECEMBER 17, 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>FEBRUARY 21, 2025</b>

**WHEREAS** notice of motion for this by-law was given on November 19, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**CONSIDERING** section 544 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, Chapter C-19);

**WHEREAS** the loan provided by this by-law covers capital expenditures;

**WHEREAS** under the second paragraph of section 544 of the Act, the Town may adopt a loan by-law for the purpose of capital expenditures mentioning the object of the by-law only in general terms and indicating only the amount and maximum term of the loan;

**WHEREAS** Council deems it appropriate to exercise the power granted by the second paragraph of section 544 in the case of this by-law;

**ON DECEMBER 17, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. Council shall be authorized to spend \$5,750,000 in capital expenditures for the construction, repair and resurfacing of streets, sidewalks and bike path and for the repair of the Montgomery footbridge, distributed as follows:

Description	Périod	Total
Streets, sidewalk and bike paths	25 years	\$5,500,000
Montgomery footbridge	20 years	\$250,000
Total		\$5,750,000

2. In order to pay the expenses mentioned in this by-law, Council shall be authorized to borrow \$250,000 over a period of twenty (20) years and \$5,500,000 over a period of twenty-five (25) years.
3. Council shall annually appropriate, during the term of the loan, a portion of the Town's general revenues to provide for expenses incurred for interests and the reimbursement in capital of the loan's annual maturities, the whole in accordance with section 547 of the *Cities and Towns Act*.
4. In the event that the amount of an appropriation authorized by this by-law is higher than the amount actually spent with regards to such appropriation, Council shall be authorized to make use of this surplus to pay any other expenses ordered herewith and for which the appropriation was not sufficient.
5. Council shall apply, to reduce the loan authorized herewith, any contribution or grant that may be given for the payment of part of all of the expenses herein mentioned.

Council shall also apply to the payment of part or all of the debt service any grant payable over several years. The repayment period for the loan corresponding to the grant amount shall be automatically adjusted to the period established for payment of the grant.

6. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town Clerk

**RÈGLEMENT N° E-2504 AUTORISANT DES DÉPENSES EN IMMOBILISATION ET UN EMPRUNT DE 3 500 000 \$ POUR DES TRAVAUX D'INFRASTRUCTURES D'ÉGOUT ET D'AQUEDUC**

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	19 NOVEMBRE 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	17 DÉCEMBRE 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	21 FÉVRIER 2025

**ATTENDU QU'**avis de motion du présent règlement a été donné le 19 novembre 2024 et que le projet de règlement a été déposé à la même séance ;

**ATTENDU** l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19) ;

**ATTENDU QUE** l'emprunt prévu au présent règlement vise des dépenses en immobilisations ;

**ATTENDU QU'**en vertu du deuxième alinéa de l'article 544 de la Loi, la Ville peut adopter un règlement décrétant un emprunt dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui ne mentionne que l'objet du règlement en termes généraux et qui n'indique que le montant et le terme maximal de l'emprunt ;

**ATTENDU QUE** le conseil juge opportun de se prévaloir du pouvoir qui lui est accordé par le deuxième alinéa de l'article 544 dans le cas du présent règlement ;

**LE 17 DÉCEMBRE 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. Le conseil est autorisé à effectuer des dépenses en immobilisation relativement à des travaux d'ouvrages de rétention des eaux pluviales et des travaux de remplacement et de réhabilitation de conduites d'aqueduc jusqu'à concurrence de 3 500 000 \$.
2. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter un montant de 3 500 000 \$ sur une période de vingt (20) ans.
3. Le conseil affecte annuellement, durant le terme de l'emprunt, une portion des revenus généraux de la municipalité pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, le tout conformément à l'article 547 de la *Loi sur les cités et villes*.
4. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé relativement à cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**BY-LAW NO. E-2504 TO AUTHORIZE CAPITAL EXPENDITURES AND A LOAN OF \$3,500,000 FOR SEWER AND WATER INFRASTRUCTURE WORK**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>NOVEMBER 19, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>DECEMBER 17, 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>FEBRUARY 21, 2025</b>

**WHEREAS** notice of motion for this by-law was given on November 19, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**CONSIDERING** section 544 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, Chapter C-19);

**WHEREAS** the loan provided by this by-law covers capital expenditures;

**WHEREAS** under the second paragraph of section 544 of the Act, the Town may adopt a loan by-law for the purpose of capital expenditures mentioning the object of the by-law only in general terms and indicating only the amount and maximum term of the loan;

**WHEREAS** Council deems it appropriate to exercise the power granted by the second paragraph of section 544 in the case of this by-law;

**ON DECEMBER 17, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. Council shall be authorized to spend \$3,500,000 in capital expenditures on stormwater retention structures and renewal and rehabilitation of water mains.
2. In order to pay the expenses mentioned in this by-law, Council shall be authorized to borrow \$3,500,000 over a period of twenty (20) years.
3. Council shall annually appropriate, during the term of the loan, a portion of the Town's general revenues to provide for expenses incurred for interests and the reimbursement in capital of the loan's annual maturities, the whole in accordance with section 547 of the *Cities and Towns Act*.
4. In the event that the amount of an appropriation authorized by this by-law is higher than the amount actually spent with regards to such appropriation, Council shall be authorized to make use of this surplus to pay any other expenses ordered herewith and for which the appropriation was not sufficient.
5. Council shall apply, to reduce the loan authorized herewith, any contribution or grant that may be given for the payment of part of all of the expenses herein mentioned.

Council shall also apply to the payment of part or all of the debt service any grant payable over several years. The repayment period for the loan corresponding to the grant amount shall be automatically adjusted to the period established for payment of the grant.

6. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town clerk

**RÈGLEMENT N° E-2506 AUTORISANT DES DÉPENSES EN IMMOBILISATION ET UN EMPRUNT DE 405 000 \$ POUR L'ACHAT D'ÉQUIPEMENTS INFORMATIQUES**

SOMMAIRE DE LA PROCÉDURE D'ADOPTION	
AVIS DE MOTION ET DÉPÔT :	19 NOVEMBRE 2024
ADOPTION DU RÈGLEMENT :	17 DÉCEMBRE 2024
ENTRÉE EN VIGUEUR :	21 FÉVRIER 2025

**ATTENDU QU'**avis de motion du présent règlement a été donné le 19 novembre 2024 et que le projet de règlement a été déposé à la même séance;

**ATTENDU** l'article 544 de la *Loi sur les cités et villes* (RLRQ, chapitre C-19);

**ATTENDU QUE** l'emprunt prévu au présent règlement vise des dépenses en immobilisations;

**ATTENDU QU'**en vertu du deuxième alinéa de l'article 544 de la Loi, la Ville peut adopter un règlement décrétant un emprunt dans le but d'effectuer des dépenses en immobilisations qui ne mentionne que l'objet du règlement en termes généraux et qui n'indique que le montant et le terme maximal de l'emprunt;

**ATTENDU QUE** le conseil juge opportun de se prévaloir du pouvoir qui lui est accordé par le deuxième alinéa de l'article 544 dans le cas du présent règlement;

**LE 17 DÉCEMBRE 2024, LE CONSEIL DÉCRÈTE CE QUI SUIT :**

1. Le conseil est autorisé à effectuer des dépenses en immobilisation pour l'achat d'équipement informatique jusqu'à concurrence de 405 000 \$.
2. Aux fins d'acquitter les dépenses prévues par le présent règlement, le conseil est autorisé à emprunter un montant de 405 000 \$ sur une période de cinq (5) ans.
3. Le conseil affecte annuellement, durant le terme de l'emprunt, une portion des revenus généraux de la municipalité pour pourvoir aux dépenses engagées relativement aux intérêts et au remboursement en capital des échéances annuelles de l'emprunt, le tout conformément à l'article 547 de la *Loi sur les cités et villes*.
4. S'il advient que le montant d'une affectation autorisée par le présent règlement est plus élevé que le montant effectivement dépensé relativement à cette affectation, le conseil est autorisé à faire emploi de cet excédent pour payer toute autre dépense décrétée par le présent règlement et pour laquelle l'affectation s'avérerait insuffisante.
5. Le conseil affecte à la réduction de l'emprunt décrété au présent règlement toute contribution ou subvention qui pourrait être versée pour le paiement d'une partie ou de la totalité de la dépense décrétée par le présent règlement.

Le conseil affecte également, au paiement d'une partie ou de la totalité du service de dette, toute subvention payable sur plusieurs années. Le terme de remboursement de l'emprunt correspondant au montant de la subvention, sera ajusté automatiquement à la période fixée pour le versement de la subvention.

6. Le présent règlement entre en vigueur conformément à la loi.

Le maire,

Le greffier,

Peter J. Malouf

Alexandre Verdy

**BY-LAW NO. E-2506 TO AUTHORIZE CAPITAL EXPENDITURES AND A LOAN OF \$405,000 FOR THE PURCHASE OF COMPUTER EQUIPMENT**

ADOPTION PROCEDURE SUMMARY	
<b>NOTICE OF MOTION AND FILING:</b>	<b>NOVEMBER 19, 2024</b>
<b>ADOPTION OF BY-LAW:</b>	<b>DECEMBER 17, 2024</b>
<b>COMING INTO EFFECT:</b>	<b>FEBRUARY 21, 2025</b>

**WHEREAS** notice of motion for this by-law was given on November 19, 2024 and the draft by-law was filed at the same council meeting;

**CONSIDERING** section 544 of the *Cities and Towns Act* (CQLR, Chapter C-19);

**WHEREAS** the loan provided by this by-law covers capital expenditures;

**WHEREAS** under the second paragraph of section 544 of the Act, the Town may adopt a loan by-law for the purpose of capital expenditures mentioning the object of the by-law only in general terms and indicating only the amount and maximum term of the loan;

**WHEREAS** Council deems it appropriate to exercise the power granted by the second paragraph of section 544 in the case of this by-law;

**ON DECEMBER 17, 2024, COUNCIL ENACTED THE FOLLOWING:**

1. Council shall be authorized to spend \$405,000 in capital expenditures for the purchase of computer equipment.
2. In order to pay the expenses mentioned in this by-law, Council shall be authorized to borrow \$405,000 over a period of five (5) years.
3. Council shall annually appropriate, during the term of the loan, a portion of the Town's general revenues to provide for expenses incurred for interests and the reimbursement in capital of the loan's annual maturities, the whole in accordance with section 547 of the *Cities and Towns Act*.
4. In the event that the amount of an appropriation authorized by this by-law is higher than the amount actually spent with regards to such appropriation, Council shall be authorized to make use of this surplus to pay any other expenses ordered herewith and for which the appropriation was not sufficient.
5. Council shall apply, to reduce the loan authorized herewith, any contribution or grant that may be given for the payment of part of all of the expenses herein mentioned.

Council shall also apply to the payment of part or all of the debt service any grant payable over several years. The repayment period for the loan corresponding to the grant amount shall be automatically adjusted to the period established for payment of the grant.

6. This by-law shall come into effect according to law.

Peter J. Malouf  
Mayor

Alexandre Verdy  
Town Clerk